



Le rapport

Séance plénière de clôture

Jeudi 19 mars, 11h15-12h30

Points clés

- La semaine FLEGT a réuni presque 300 participants originaires de plus de 50 pays.
- Les participants ont analysé les progrès réalisés dans le cadre du Plan d'action FLEGT de l'UE, et ont émis des recommandations claires pour le futur de la lutte contre l'exploitation illégale du bois.
- Ce qui était auparavant une initiative européenne est devenu une alliance mondiale.
- Le FLEGT ne peut résoudre à lui seul tous les problèmes.
- Le secteur privé soutient généralement les APV, mais il convient de ne pas oublier les PME.
- Il faut mettre en œuvre plus efficacement le Plan d'action FLEGT de l'UE et améliorer la coordination avec les initiatives en rapport sur les autres marchés.
- Les pays partenaires APV prêts à émettre des licences FLEGT ont demandé à être accompagnés pour commercialiser le bois dans les pays consommateurs.
- Les intervenants de la société civile ont appelé à un nouveau Plan d'action qui traite du problème plus vaste de la déforestation.

Résumé

La semaine FLEGT s'est terminée par une séance plénière de clôture optimiste. Andy Roby a résumé les principaux résultats et recommandations identifiés par les participants pendant la semaine. Il a également émis, au nom des participants, les recommandations suivantes:

- utiliser les outils FLEGT pour lutter contre la conversion illégale des terres,
- faire le lien avec l'ordre du jour dans le domaine des changements climatiques,
- octroyer des licences FLEGT,
- rationaliser les processus et maintenir la simplicité et la solidité des systèmes,
- harmoniser les marchés de consommateurs et être tourné vers le monde,
- renforcer la mise en œuvre,
- mobiliser le financement et l'investissement,
- encourager les synergies entre les APV et la certification,
- renforcer la mise en œuvre du Règlement de l'UE sur le bois et des autres mesures du côté de la demande.



Discussion de groupe

Roberto Ridolfi a demandé l'avis d'un groupe d'experts quant à l'action future contre l'exploitation illégale du bois.

Un avis du Ghana

Pour Raphael Yeboah, le Ghana a beaucoup progressé dans son processus APV, et les autorisations FLEGT sont «quasiment prêtes». Il attend des marchés de consommateurs «une promotion et une campagne de sensibilisation commerciales agressives» pour récompenser les efforts du Ghana. Il appelle à un engagement continu du secteur privé et de la société civile dans les pays consommateurs. Dans les pays producteurs, il appelle à une collaboration plus étroite et à une communication groupée autour du bois possédant l'autorisation FLEGT.

Un avis de la société civile

Saskia Ozinga a remarqué «l'impressionnant pouvoir de transformation» du FLEGT. Les pays APV représentent 75% des importations de bois tropical de l'UE. Mme Ozinga se félicite de la transparence et de la participation des APV, ce qui les distingue des autres accords commerciaux européens. Cependant, elle fait remarquer que la déforestation n'est plus aujourd'hui le fait du seul secteur forestier, et qu'elle est principalement liée à la conversion (le plus souvent illégale) des forêts en faveur de l'agriculture.

Pour lutter contre ce bois de conversion, Mme Ozinga estime qu'une application efficace du Règlement de l'UE sur le bois devrait être la «priorité absolue» de l'Union européenne. Les défaillances des APV «pourraient facilement être comblées», et les APV doivent prendre en compte les lois internationales et coutumières et ne pas s'arrêter aux lois statutaires nationales. Enfin, pour garantir une meilleure cohérence politique, Mme Ozinga presse l'UE de mettre au point un plan d'action de lutte contre la déforestation.

Un avis du secteur privé

Ralph Ridder a noté de nombreuses évolutions positives au cours des 12 dernières années, mais remarque également une perte d'élan dans certains processus APV. Cela a rendu certains éléments du secteur privé sceptiques à propos des APV. Il était donc essentiel de mettre fin au manque de volonté politique de certains pays, et d'améliorer la confiance de certains éléments du secteur privé dans le processus APV.



Pour M. Ridder, le Règlement de l'UE sur le bois est «un bâton sans carotte». L'UE pourrait corriger cela en créant des incitations grâce au soutien commercial. M. Ridder conseille également d'adopter des approches plus intéressantes financièrement.

Un avis d'Indonésie

Agus Sarsito a rappelé au public que l'Indonésie a commencé à élaborer son système de vérification de la légalité du bois (SVLK) quatre ans avant le début des négociations APV. À l'époque, le système «était très loin du but. Maintenant nous y sommes.» Soulignant au passage que l'Australie a reconnu le SVLK, M. Sarsito a pressé l'UE de faire de même dès que possible, afin de récompenser les efforts de longue haleine de l'Indonésie.

Un avis d'un État membre de l'UE

Pour Matthias Schwoerer, le Plan d'action FLEGT de l'UE a créé une nouvelle culture de débat en Europe et en Allemagne qui «ne peut être sous-estimée». Le marché allemand attend avec impatience le bois possédant l'autorisation FLEGT. M. Schwoerer remarque, cependant, la distorsion créée par l'application inégale du Règlement de l'UE sur le bois sur les marchés. Il appelle donc à une application plus efficace par tous les États membres de l'UE.

Pour M. Schwoerer, nous avons besoin d'un nouveau genre de programme pour les dix prochaines années. Un programme qui prendrait en compte les questions émergentes, établirait des liens avec les autres initiatives et réveillerait les aspects «endormis» du Plan d'action FLEGT de l'UE, comme le rôle de l'investissement et du financement. Au lieu d'un plan d'action sur la déforestation, il préférerait que l'UE élabore un plan d'action sur les forêts durables. Cela permettrait d'y inclure les politiques d'énergies renouvelables ainsi que la certification.

Un avis des États-Unis

Dans un message vidéo, M. Earl Blumenauer a décrit les États-Unis et l'Union européenne comme les leaders du mouvement favorisant la transparence et la reddition de comptes dans le marché mondial des produits bois. «Seule une approche unifiée peut apporter les changements dont nous avons besoin.» M. Blumenauer a reconnu que les progrès en cours pour appliquer l'amendement du Lacey Act auraient besoin d'une meilleure efficacité, application et coordination inter-organismes. Enfin, M. Blumenauer a souligné la pertinence du FLEGT dans le domaine des changements climatiques, puisque le déclin de 20% de l'exploitation illégale du bois a empêché l'émission d'un milliard de tonnes de dioxyde de carbone.



Mots de conclusion du groupe

M. Ridolfi a demandé aux intervenants de clore la séance avec un message de fin:

- Saskia Ozinga: «Changeons les choses!»
- Raphael Yeboah: «Les APV représentent un objectif réalisable, et nous devons tout faire pour y arriver.»
- Ralph Ridder: «Nous devons répondre aux exigences des APV, du Règlement de l'UE sur le bois et des politiques de marchés publics, sans surcharger ces instruments. Ils doivent être pragmatiques, solides et réalisables.»
- Agus Sarsito: «Au travail! Ne perdons pas de temps ou l'occasion nous filera entre les doigts.»
- Matthias Schwoerer: «Mettre en œuvre ce qui existe déjà, et créer un nouveau plan d'action pour soutenir les forêts.»

L'avis du Commissaire européen pour la coopération et le développement international

[Neven Mimica a parlé de l'importance des forêts](#) pour les économies, la biodiversité, le développement humain et la lutte contre les changements climatiques. Concernant les menaces qui pèsent sur les forêts, l'UE, en tant que principal marché, est à la fois le problème et la solution. M. Mimica a félicité le FLEGT pour son approche envers la bonne gouvernance, et a dit que cela pourrait inspirer des initiatives futures pour atteindre les Objectifs pour le développement durable.

M. Mimica a cependant remarqué que sans volonté politique et sans la participation totale du secteur privé, le FLEGT et les APV échoueront. Il a salué les activistes emprisonnés ou assassinés pour avoir défendu les forêts, et a demandé aux gouvernements partenaires de garantir la protection des défenseurs des forêts. Le commissaire Mimica a réaffirmé l'engagement de l'UE pour rester à l'avant-garde et a appelé à renforcer l'efficacité des processus FLEGT pour que l'ambition soit en phase avec la réalité. Enfin, M. Mimica a remercié les participants pour leurs réflexions et suggestions formulées au cours de cette semaine, lesquelles nourriront l'évaluation du Plan d'action FLEGT de l'UE et l'action future de l'Union européenne dans ce domaine.